

## Communiqué de presse.

**Ce 8 juin, au château de Colonster, plus de 200 acteurs du dispositif intégré d'insertion (DIISP) de toute la province de Liège se sont retrouvés à l'invitation des Comité Subrégionaux de l'Emploi (CSEF) de Huy Waremme, Liège et Verviers.**

La journée d'étude a été consacrée à envisager le dispositif de **validation des compétences** comme outil de motivation des demandeurs d'emploi en formation.

Le concept de la « validation des compétences » s'inscrit dans la perspective dégagée par les états européens lors du sommet de Lisbonne.

La volonté politique qui a présidé au niveau belge est sans conteste de mettre en place un dispositif qui permette d'objectiver les acquis de l'expérience des travailleurs qu'ils soient en activité ou demandeurs d'emploi.

Cette journée du 8 juin avait pour but de réunir les centres de formation ou autres structures (comme les CPAS) qui accueillent des demandeurs d'emploi et les centres de validation des compétences. Il s'agissait de mettre en perspective l'attrait que peut représenter pour les travailleurs en recherche d'emploi qui bénéficient d'une formation de réinsertion, l'obtention d'une attestation de compétences, premier acquis dans leur recherche d'emploi et leur repositionnement social.

L'objectif n'était pas d'obtenir des centres de validation « les questions d'examen », celles-ci n'existent pas d'ailleurs, mais bien de mesurer le niveau de compétence et d'autonomie que doivent viser les formateurs afin de pouvoir proposer aux travailleurs en formation ou en démarche d'orientation de se présenter, au moment opportun, dans un centre de validation des compétences afin que soient reconnus leurs acquis dans le métier qu'ils ont choisi d'embrasser.

La volonté du dispositif de CVDC est de travailler dans la clarté, en accord avec l'ensemble des partenaires sociaux, afin d'identifier les travailleurs porteurs de compétences objectivables de nature à potentialiser leurs chances de trouver un emploi.

Il convenait aussi d'établir des passerelles basées sur les habiletés et les aptitudes à promouvoir, de façon harmonisée entre les opérateurs. Ceci d'une part sur la base des niveaux d'autonomie et de compétences à atteindre et d'autre part dans la conciliation des agendas des diverses sessions de formations et de validation afin de tendre à supprimer ou du moins à limiter au maximum les périodes de transition qui conduisent à une perte de repère pour les travailleurs en réinsertion.

Le gouvernement a confié aux CSEF la mission de mettre l'ensemble des acteurs en réseau. C'est bien ce que nous avons entrepris de mettre en œuvre tout au long de cette journée.

Pour les Présidents des CSEF de Huy-Waremme, de Liège et de Verviers

Michel Croes  
Président du CSEF de Liège

Smets Roland  
Président du CSEF de Verviers

Francis Tihon  
Président du CSEF de  
Huy-Waremme

Quai Banning , 4  
4000 Liège